

Le témoignage de Jean-Pierre Sueur, ainsi que celui de Robert Chapuis, permettent de mieux cerner le vécu des nombreux militants catholiques qui, en France, sont passés des mouvements de jeunesse de l'Action catholique spécialisée (ici la Jeunesse étudiante chrétienne) au Parti socialiste. Les trajectoires de Robert Chapuis et de Jean-Pierre Sueur ont plusieurs points communs. Elles ont aussi une différence significative : le premier appartient à la génération qui a été marquée, avant Vatican II, par la crise de l'Action catholique de la jeunesse française (ACJF) et la guerre d'Algérie ; le second appartient à celle qui a traversé, au lendemain du concile, la crise spécifique de la JEC et le choc de Mai 68. Où l'on voit que Vatican II est moins un point de départ qu'un accélérateur de la crise catholique.

Témoignage : la JEC de 1967 à 1969

Jean-Pierre Sueur

Ce texte est un témoignage. Il rapporte ce que j'ai vécu entre 1967 et 1969 alors que j'exerçais les responsabilités de secrétaire national de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Je tiens à préciser d'emblée les limites qui sont celles de ce type d'exercice. D'une part, la mémoire est sélective. D'autre part, il est certain que ce que j'ai vécu depuis lors rétroagit forcément sur ma perception aujourd'hui de cette période. Ceci n'est donc pas une page d'histoire : je sais les effets déformants de l'« illusion rétrospective ».

Une crise qui ne passait pas : la mise au pas de la JEC en 1965

J'ai été reçu au concours d'entrée à l'École normale supérieure de Saint-Cloud en 1966. J'avais exercé dans le département du Nord des responsabilités départementales au sein de la JEC et mes amis du Nord m'avaient proposé pour participer aux activités de l'équipe nationale de la JEC. J'avais donc fait des offres de service au siège du mouvement, 27 rue Linné à Paris, et je dois dire que, si l'accueil avait été poli, il n'aurait pas été marqué par beaucoup d'enthousiasme. Je m'étais étonné de cet état de choses dont je n'ai compris les raisons qu'après.

En 1965, la JEC et la JECF¹ (il y avait encore à cet époque deux mouvements, l'un pour les garçons, l'autre pour les filles) avaient été marquées par une crise dont le retentissement et les effets ont été considérables. Cette crise n'était d'ailleurs pas la première au sein des mouvements d'Action catholique, et notamment au sein de l'ACJF, qui regroupait les mouvements de jeunesse. Mais elle fut brutale. Elle posait la question du rapport entre une hiérarchie ecclésiale, constituée pour l'essentiel d'évêques, et des mouvements de chrétiens animés par des laïcs – même si l'influence des aumôniers y était grande – et qui entendaient exercer leurs responsabilités de manière autonome.

¹ Jeunesses étudiantes chrétiennes féminines.

Plus précisément, la hiérarchie s'était émue de voir les responsables de la JEC à l'écoute des lycéens, et surtout des étudiants, prendre de plus en plus souvent position sur des questions politiques ou même sur des questions matérielles liées aux décisions du pouvoir politique de l'époque. Il s'agissait en l'espèce des réformes de l'Université, de la sélection dans les établissements scolaires et universitaires, des conditions de vie concrètes et matérielles des étudiants, etc. Cette ouverture au politique et cet engagement de plus en plus marqué dans des réalités *temporelles* s'inscrivaient dans une histoire : les générations précédentes avaient été profondément marquées, à la JEC, par la guerre d'Algérie et des responsables de la JEC, comme Michel de la Fournière (que je devais retrouver plus tard à Orléans) et Robert Chapuis (qui fut secrétaire national du PSU) avaient trouvé à la JEC les analyses et les réflexions qui allaient les conduire, lorsqu'ils exerceraient des responsabilités au sein de l'UNEF, à s'engager pleinement pour l'indépendance de l'Algérie.

Mais revenons à 1965. M^{gr} Veillot² en vint, au terme d'une période de tension, à poser un ultimatum aux responsables de la JEC et de la JECF en leur adressant cinq questions auxquelles ils étaient sommés de répondre. Ces questions étaient dépourvues de toute ambiguïté. Elles visaient à remettre ces responsables dans le chemin de préoccupations strictement ecclésiales, à l'exclusion de tout engagement à caractère politique. Tant sur la forme que sur le fond, cette démarche qui était une mise en accusation, fut très mal ressentie par la majorité des membres des deux équipes nationales des mouvements. Le plus grand nombre d'entre eux remirent leur démission. On ne mesure pas aujourd'hui l'ampleur du traumatisme que cela représenta pour ces jeunes qui eurent aussitôt le sentiment d'une incompréhension totale – on leur demandait de ne plus être solidaires de leurs camarades – et d'une déconnexion des mouvements par rapport aux réalités vécues. Comme tout ultimatum, c'était à prendre ou à laisser et il n'y avait pas de place pour la discussion ou le compromis.

J'ai souvent revu depuis des membres de ces équipes et je peux témoigner que l'incompréhension, le traumatisme, voire la révolte, sont restés intacts bien des années plus tard. Je note d'ailleurs que le journal *Le Monde* avait publié une page restée célèbre, dans laquelle l'ultimatum des évêques et la crise subséquente étaient exposés sur trois colonnes, cependant que les trois autres colonnes relataient les divergences qui étaient apparues entre l'Union des étudiants communistes et la direction du Parti communiste français, qui s'employait, elle aussi, à remettre dans la ligne et dans le rang les étudiants jugés fractionnistes ou dissidents. Pour la JEC et la JECF, la conséquence fut la mise en place de nouvelles équipes nationales qui furent respectivement présidées par Jacques Vercamen (à partir de 1966) et Thérèse Savès (à partir de 1967) qui s'employèrent à faire revivre les mouvements sur des bases essentiellement spirituelles, sans considération politique. Je précise, pour être tout à fait exact, que les membres de ces nouvelles équipes récuseraient certainement cette définition que je donne de leur action et de ses fondements, qu'ils jugeraient sans doute simplificatrice.

Ces nouvelles équipes géraient principalement le mouvement dans ses branches Aînés (lycées), Cadets (collèges), Technique et Classes préparatoires aux grandes

² Brillant prélat prématurément emporté par la maladie, M^{gr} Pierre Veillot (1913-1968) était en 1965 coadjuteur de l'archevêque de Paris, le cardinal Feltin, auquel il succéda à la démission de ce dernier en décembre 1966.

écoles. Les étudiants, eux, cherchèrent à faire vivre un mouvement qui n'eut pas de postérité, la Jeunesse universitaire chrétienne (JUC) – sous ce nom puis sous d'autres noms –, dans la fidélité aux orientations qui étaient celles des mouvements avant la rupture de 1965. Pendant ce temps-là, il apparut rapidement que les représentants des régions et départements – donc de la base – de la JEC et de la JÉCF ne se retrouvaient pas dans la nouvelle ligne strictement apolitique du mouvement. Et c'est ainsi que lors d'un conseil national (rassemblant les représentants de toutes les régions), le 2 décembre 1967, une majorité de responsables régionaux (dont ceux du Nord) mirent en minorité les nouvelles équipes nationales. C'était le contrecoup de l'ultimatum des évêques qui n'était pas *passé* et *ne passait toujours pas* dans les mouvements, qui ne digéraient pas la manière dont leurs responsables avaient été conduits à la démission – du moins pour ce qui est du plus grand nombre d'entre eux – en 1965.

1967 : la revanche des contestataires

Il fallut donc mettre en place une nouvelle équipe nationale pour les deux mouvements qui étaient dès lors réunifiés en un seul, à laquelle j'appartenais, aux côtés de Jean-Paul Ciret, Claire Ival, Christiane Card, Alain Thouvenot, Jean-Marie Giscard, Monique Bonnet, cependant que d'autres, issus des classes préparatoires, comme Monique Pontier, devaient nous rejoindre et que d'autres restés parmi les responsables des classes préparatoires, comme Pierre Rosanvallon, nous apportaient leur soutien. J'ai compris alors pourquoi, pendant plusieurs mois, on avait refusé de m'accueillir. L'équipe mise en place après 1965 veillait à l'orthodoxie et à la cohérence. C'est une attitude défensive très fréquente. On a ainsi souvent vu des sections du Parti socialiste refuser l'adhésion de ceux dont il était redouté qu'ils ne s'inscrivent pas dans la tendance majoritaire au sein de la section. Mais n'anticipons pas et ne cédon pas, pour le coup, à l'illusion rétrospective.

J'ai vécu à ce moment-là les effets très concrets de la première crise politique que j'ai connue. L'équipe qui était mise en minorité résista, se divisa. La question des locaux se posa, et même celle des clés : il fallut changer les clés. La question des personnels se posa aussi. J'en garde le souvenir d'une période rude. Mais nous étions profondément attachés à ce que la démocratie fût respectée et à ce que les orientations exprimées par les représentants des régions, dans leur grande majorité, fussent, elles aussi, respectées.

Nous nous sommes mis au travail. La présidence du mouvement a été dévolue à Jean-Paul Ciret et à Claire Ival. J'avais en charge la branche Aînés, c'est-à-dire les lycéens du secondaire. Nous avons fixé des objectifs, préparé des plans d'action. La démarche était inspirée par les méthodes classiques de l'Action catholique qui se synthétisait en trois verbes : *Voir, Juger, Agir*, avec le souci de moderniser ces démarches et de s'ancrer dans la réalité vécue par les lycéens. Nous avons effectué de très nombreux déplacements dans les départements pour rencontrer les adhérents. Nous avons relancé sous de nouvelles formes la presse du mouvement, notamment le journal *Messages*, et aussi des publications plus spécialisées, comme un journal qui s'adressait aux aumôniers et qui s'appelait *Aumôniers d'équipes* et dans lequel nous nous sommes efforcés de défendre la nouvelle ligne et les nouvelles orientations du mouvement vis-à-vis de lecteurs qui restaient marqués par la crise de 1965. Le mouvement était actif, vivant, et une véritable unité s'était créée, au-delà des branches sectorielles correspondant aux divers niveaux et types d'enseignement.

Lorsque le mouvement de Mai 68 apparut, nous étions totalement en phase avec lui, et nous réalisâmes trois exemplaires d'un journal imprimé sur rotative, qui s'appelait *Messages*, qui fut tiré à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Je me souviens particulièrement d'un article de Patrick Viveret³ qui, dans le premier numéro donnait la tonalité. Il était intitulé « Nous refusons d'être sages ». De cette période, je garde le souvenir d'un certain nombre de réflexions, de clivages et de difficultés.

De profonds clivages ecclésiaux

D'abord, l'effet le plus important et le plus durable de la crise de 1965 et de l'injonction épiscopale fut le divorce au sein de la JEC entre un mouvement de lycéens d'une part et les étudiants d'autre part. Auparavant, les étudiants encadraient les lycéens et cela assurait la pérennité du mouvement. Il est très difficile pour un mouvement composé exclusivement de lycéens d'avoir la même pérennité. C'est pourquoi, dès lors que cette rupture était consommée, la JEC a perdu de nombreux adhérents et le mouvement a eu de grandes difficultés pour se renouveler. Encore aujourd'hui, il ne vit que parce qu'un certain nombre de jeunes adultes se sont engagés pour le soutenir. Il faut bien voir que la spécificité des mouvements catholiques tenait au fait qu'ils étaient effectivement dirigés par des laïcs et qu'ainsi ils étaient, et ils sont toujours, dans une autre logique que celle de l'Église institutionnelle telle qu'elle est organisée autour des évêques, avec les chances que cela représente mais aussi les risques du point de vue d'évêques attachés à une conception tutélaire de la *hiérarchie*. L'Église, de fait, ne manquait pas de s'occuper des étudiants. Il y avait une mission étudiante. Et je fus pour ma part très vite en conflit avec le Centre Richelieu, animé par Jean-Marie Lustiger – je ne me privai d'ailleurs pas de le lui dire – qui multipliait les séances de catéchèse, les conférences sur Bernanos, Péguy et Claudel et les pèlerinages en Terre Sainte. Pour nous et pour moi, il s'agissait d'une distribution par le clergé d'activités pastorales qui étaient aux antipodes d'un mouvement dirigé par les laïcs et qui était, au sens propre du terme, un mouvement de jeunes et de moins jeunes, s'engageant pleinement dans la vie de la cité et de la société. J'ai retrouvé Jean-Marie Lustiger à Orléans, dont il fut brièvement l'évêque. Les choses n'ont pas beaucoup changé pour ce qui est de ce qu'on appelle encore la « Pastorale étudiante » et la JEC ne s'est toujours pas reconstituée comme mouvement incluant à la fois des lycéens et des étudiants.

Un autre enjeu qui a beaucoup marqué cette période, comme d'ailleurs celles qui l'ont précédée, tient aux relations entre les mouvements de l'ACJF (Association catholique de la jeunesse française). Les relations entre la JEC et la JOC étaient très difficiles. J'ai vécu ces difficultés de manière très personnelle puisque, comme mes parents s'étaient connus à la JOC, je me disais souvent que sans la JOC je n'existerais pas. J'ai d'ailleurs assisté, assez jeune, à Lille, à un meeting de l'abbé Cardijn, fondateur de la JOC. Celui-ci avait un charisme extraordinaire. Il disait tout simplement aux jeunes ouvriers qui étaient venus en masse combien ils devaient être fiers d'être ouvriers, il parlait du message évangélique d'une manière poignante. Au même moment j'avais lu le livre de Maxence Van Der Meersch, *Pêcheurs d'hommes*⁴. Je trouvais donc très

³ Patrick Viveret (né en 1948), étudiant en philosophie, militant de la JEC, passé ensuite au PSU, puis au PS.

⁴ Paru en 1940, ce livre, qui a connu un grand succès, est considéré comme *le* roman de la JOC. Il met en scène des jocistes du Nord de la France dans les années 1930.

étrange qu'il y ait une telle difficulté pour les responsables nationaux de la JOC et de la JEC à se parler ou même à se rencontrer.

La raison en était simple. Pour les responsables de la JOC, comme d'ailleurs de l'Action catholique ouvrière (ACO), la détermination première qui pesait sur les conditions de vie et de travail des êtres humains était leur appartenance à la classe ouvrière. La réalité sociologique était non seulement *première*, mais elle était, de surcroît, *exclusive*. Il s'ensuivait que la JOC avait les meilleures relations du monde avec la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), comme l'ACO avec l'Action catholique indépendante (ACI). Pour que la théorie de la JOC et de l'ACO fût juste, il fallait forcément qu'il y eût des chrétiens appartenant à une autre catégorie qu'on n'appelait pas *bourgeois* mais *indépendants*. En revanche, pour ces mêmes dirigeants, le fait que des jeunes de milieux ouvriers soient à l'école ou à l'université ne changeait rien au fait qu'ils étaient d'abord du monde ouvrier. Je leur dis un jour qu'ils considéraient que le lycée ou l'université où ils travaillaient n'avaient pas plus d'effet sur la réalité de leur vie que le hall de gare sur les voyageurs qui prenaient le train.

Cela valait aussi pour les jeunes qui vivaient dans le milieu rural, et qui n'étaient plus seulement des agriculteurs, ce pour quoi la Jeunesse agricole catholique (JAC) était devenue le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). Par voie de conséquence, les relations entre la JEC et le MRJC étaient excellentes et c'est ainsi que nous nous sommes pleinement associés à la préparation par le MRJC d'un grand rassemblement qui devait porter les aspirations de la jeunesse de notre pays et qui devait avoir lieu en 1968 à Grenoble et s'appeler « Zoom 68 ». Naturellement, ce grand rassemblement n'eut pas lieu en raison des événements de Mai 68, mais les dirigeants du MRJC, comme ceux de la JEC, furent en phase avec les événements. Ceux de la JOC le furent aussi au sein du monde ouvrier.

Lignes de force d'une politisation des militants de la JEC

Enfin, je peux dire qu'au cours de ces deux années vécues activement au sein de l'équipe nationale de la JEC, j'ai pu voir se développer bien des problématiques politiques qui devaient prospérer ensuite. L'influence du marxisme était considérable. L'un des aumôniers du mouvement, Michel Clévenot, s'engagea pleinement pour aider à la rédaction d'un livre signé par Fernando Belo qui s'appelait *Lecture matérialiste de l'évangile de Marc*. Le même Michel Clévenot, aujourd'hui disparu, publia ensuite un petit livre intitulé *Approches matérialistes de la Bible*, avant d'écrire une histoire de l'Église et des chrétiens, revue et corrigée, en douze volumes sous le titre générique *Les Hommes de la fraternité*.

Dans les équipes qui ont suivi la nôtre, les influences des mouvements trotskistes (surtout la Ligue communiste révolutionnaire) se manifestèrent également. Il n'y eut pratiquement pas d'influence du Parti communiste. D'ailleurs, à ma connaissance, aucun responsable de la JEC n'a appartenu à ce parti. En revanche, l'influence du PSU fut notable. Je me souviens que Michel Rocard fut à plusieurs reprises invité par l'équipe nationale de la JEC. De même, l'influence de la CFDT et des idées autogestionnaires était forte. D'ailleurs, plusieurs anciens de la JEC, comme Claire Ival, Patrick Viveret et Pierre Rosanvallon, travaillèrent ensuite à la CFDT ou en lien avec elle. Pendant le mouvement de Mai 68, les représentants du SGEN, et

notamment Paul Vignaux, qui avaient joué un rôle très moteur aux côtés d'Edmond Maire dans la déconfectionnalisation de la CFTC devenue CFDT, étaient en contact permanent avec nous. De même d'ailleurs que Michel Alliot qui était le directeur de cabinet d'Edgar Faure, nommé ministre de l'Éducation nationale, que l'on retrouvait discrètement en fin de soirée pour échanger.

On voyait déjà en filigrane combien un mouvement socialiste rénové allait peu à peu se développer en dépit de l'influence dominante des communistes et d'une vulgate marxiste très dominante, sous diverses formes. À l'École normale supérieure (ENS) de Saint-Cloud où je faisais mes études, le Parti communiste était bien implanté. Mais les maoïstes du Parti communiste marxiste-léniniste français (PCMLF) l'étaient bien plus encore et avaient la volonté d'exercer une hégémonie idéologique à laquelle j'étais puissamment rétif. Avec quelques autres, nous avons fondé la section du Parti socialiste unifié (PSU) des Écoles normales supérieures, ce qui me valut d'être reçu par Michel Rocard au siège du parti, rue Mademoiselle, au nom des élèves des ENS, pour lui dire que certaines orientations du parti n'étaient pas suffisamment à gauche pour nous... Il nous reçut d'ailleurs, comme toujours, avec un grand sens de l'écoute. Seul un assistant de l'École était membre de la Convention des institutions républicaines. C'était Georges Lemoine, futur maire de Chartres, qui procédait chaque fin de semaine à des visites et des inaugurations au sein de la France profonde, ce qui suscitait une légère ironie de notre part. Cela ne m'empêchait pas de penser que les maoïstes qui tenaient le haut du pavé étaient décidément bien loin des réalités sociales des départements du Pas-de-Calais et du Nord dont j'étais issu. Ils étaient décidément pour moi dans un autre monde.

S'agissant des relations entre la foi et la politique, il y avait au sein de la JEC une forte volonté de montrer combien le message évangélique ne pouvait se traduire que par un engagement à gauche en même temps qu'un souci de réinterpréter l'ensemble du corpus des enseignements de l'Église pour prendre en compte les réalités du monde dans lequel nous vivions et donc une solide volonté d'ébranler le pouvoir pyramidal de la hiérarchie épiscopale et ecclésiale.

J'ai écrit avec Jean-Paul Ciret un livre consacré à cette période, paru en 1970 aux éditions Fayard. Il s'intitule *Les étudiants, la politique et l'Église*. Sans doute y trouvera-t-on un témoignage plus proche des événements que celui que je livre aujourd'hui et qui – comme je l'ai dit au départ – a été marqué par les relectures et les réinterprétations auxquelles conduit nécessairement la suite de l'histoire au cours de laquelle je me suis engagé au sein du Parti socialiste, après le PSU, et j'ai exercé différents mandats et responsabilités politiques.

L'auteur

Jean-Pierre Sueur a été secrétaire national de la JEC de 1967 à 1969. Il a été ensuite maître de conférences à l'Université d'Orléans, député du Loiret, maire d'Orléans, secrétaire d'État aux collectivités locales. Il est actuellement sénateur du Loiret. Après avoir été président de la commission des Lois au Sénat, il en est aujourd'hui vice-président.

Résumé

Ce texte expose, à partir du témoignage d'un ancien secrétaire national de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), les effets de la crise qu'a connu ce mouvement à la suite

des décisions de l'épiscopat en 1965, et la nouvelle orientation que celui-ci a prise à partir de décembre 1967 avec l'arrivée d'une équipe nationale qui renouait avec les convictions et les projets de celle qui fut « démissionnée » en 1965.

Mots clés : Action catholique, crise, engagement, jeunesse, socialisme.

Abstract

Drawing upon the personal recollections of a former national secretary of the Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), this text examines the crisis into which the plunged by the episcopal decisions of 1965. It also considers the movement's change of course following the appointment of new national leaders in December 1967. This new team returned to the convictions and projects of the national steering committee that had been forced to "resign" in 1965.

Key words: Catholic Action; Crisis; Commitment; Youth; Socialism.

Pour citer cet article : Jean-Pierre Sueur, « Témoignage : la JEC de 1967 à 1969 », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 30, septembre-décembre 2016, www.histoire-politique.fr